



---

## Quand les civils maintiennent l'ordre. Configurations vigilantes à Istanbul

*Vigilante configurations in Istanbul*

**Elise Massicard**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10212>  
DOI : 10.4000/remmm.10212  
ISSN : 2105-2271

### Éditeur

Publications de l'Université de Provence

### Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2019  
Pagination : 229-256  
ISSN : 0997-1327

### Référence électronique

Elise Massicard, « Quand les civils maintiennent l'ordre. Configurations vigilantes à Istanbul », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 145 | septembre 2019, mis en ligne le 04 avril 2018, consulté le 30 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10212> ; DOI : 10.4000/remmm.10212

---



Les contenus de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Élise Massicard\*

## *Quand les civils maintiennent l'ordre*

### *Configurations vigilantes à Istanbul*

**Résumé :** Depuis les années 2000 se font jour dans le quartier de Tophane (Istanbul) des pratiques de maintien de l'ordre par des civils articulant violence politique, lutte contre la criminalité et police des mœurs plus diffuse. Le terme de « configuration vigilante » permet de les saisir dans leur fluidité, tout en prenant acte de leur caractère relativement structuré et de leur mise en cohérence par des discours charriant des imaginaires et des modèles de rôle. Des entrepreneurs de morale locaux relativement autonomes portent ces croisades, ce qui différencie cette situation de contextes moyen-orientaux dans lesquels l'existence ordinaire d'indics laisse supposer des mobilisations provoquées par le haut. C'est la proximité politique avec les acteurs du pouvoir qui vaut à ces pratiques d'être tolérées, voire discrètement encouragées par eux – et qui les distingue d'autres formes civiles de maintien de l'ordre dans d'autres quartiers d'Istanbul qui, marquées à gauche, sont plus sévèrement réprimées.

**Mots-clés :** Vigilantisme, Istanbul, violence, community policing, quartier

**Abstract:** *Vigilante configurations in Istanbul.* Since the 2000s various practices have emerged in the Tophane district of Istanbul relating to the maintenance of public order by civilians. These range from political violence and steps to tackle criminality to broader action to police public morality. Referring to them as “vigilante configurations” captures their fluidity whilst recognizing that they are comparatively structured and lent coherence by references to role models and social imaginaries. These crusades are conducted by local moral entrepreneurs operating with a fair degree of autonomy. In this the situation differs from other Middle Eastern contexts where the widespread existence of informers indicates that such

---

\* Cnrs, CERi Umr 7050, Paris, France

movements are initiated from above. The practices in Tophane are tolerated and discreetly encouraged even due to shared political affinities with those in authority. This sets them apart from left-wing civilian initiatives to maintain public order in other districts of Istanbul, which are more severely repressed.

**Keywords:** Vigilantism, violence, Istanbul, community policing, neighbourhood

Lors de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, l'appel du président Erdoğan au peuple pour qu'il prenne les rues a été massivement suivi et a contribué à l'échec du putsch<sup>1</sup>. Cet épisode a mis en lumière des formes civiles de violence. Les rares travaux sur les pratiques infra-étatiques de maintien de l'ordre en Turquie prennent pour objet la violence politique et/ou milicienne dans des contextes précis – notamment dans les années 1970 (Bozarslan, 1999 ; Aslan, 2004 ; Gourisse, 2014) ; à l'autre extrême, ont été étudiées les pratiques de lynchage plus ou moins spontanées (Bora, 2008). Pourtant, les pratiques coercitives par des civils ne s'y limitent pas. La nuit du 15 juillet témoigne de continuités avec d'autres formes plus routinières de maintien de l'ordre par des civils, qui présentent néanmoins des formes d'organisation. Dans la mesure où elles sont souvent circonscrites à un espace d'interconnaissance, elles donnent rarement lieu à une coordination au-delà de l'échelle locale et sont donc relativement peu visibles. C'est sans doute la raison pour laquelle elles ont peu été étudiées à ce jour.

Ces phénomènes présentent des similitudes avec le vigilantisme, que l'on peut définir comme des « pratiques collectives coercitives, mises en œuvre par des acteurs non étatiques afin de faire respecter certaines normes (sociales ou juridiques) et/ou d'exercer la 'justice' » (Favarel-Garrigues, Gayer, 2016 : 17). Les études consacrées à cet objet, apparues à partir d'une matrice nord-américaine, ont ensuite été développées sur d'autres terrains, notamment latino-américains et africains. Elles témoignent de formes de cloisonnement géographique ; ainsi, le Moyen-Orient y fait figure d'absent. Certains travaux sur le Liban, l'Égypte ou l'Iran prennent pour objet les formes infra-étatiques de maintien de l'ordre (Denoeux, 1993 ; Johnson, 2001 ; Haenni, 2005). Ils en privilégient cependant des modes politisés – sous forme milicienne, guerrière ou de dissidence – et les analysent peu en termes de vigilantisme.

Il en est de même en Turquie. Assez peu fournie, la littérature sur le maintien de l'ordre dans l'Empire ottoman et en Turquie se concentre, de plus, sur les acteurs étatiques et a tendance à négliger d'autres dynamiques et acteurs. Cette désaffection est sans doute liée à la réaction contre une vision orientaliste longtemps dominante considérant la ville ottomane comme soustraite à l'influence de l'État et dominée par des forces locales – et en raison de laquelle Max Weber exclut la « ville islamique », socialement et politiquement fragmentée, de son idéal-type de la ville

---

1 Je remercie Hamit Bozarslan, Jean-Louis Briquet, Gilles Favarel-Garrigues, Laurent Gayer, Noémi Lévy-Aksu, Urszula Wozniak ainsi que les relecteurs anonymes pour leurs commentaires sur des versions antérieures de ce texte.

(Weber, 1982). La richesse des archives étatiques a probablement également nourri cette focalisation sur l'action des pouvoirs publics (Ergut, 2004). En outre, l'idée dominante d'un État fort, qui détient le monopole de la violence légitime, tend à évacuer toute réflexion sur l'articulation de formes étatiques et civiles de maintien de l'ordre. Les perspectives de recherche stimulantes ouvertes pour le tournant au XIX<sup>e</sup> siècle (Lévy-Aksu, 2013 : 213ss.) n'ont pas été poursuivies sur la Turquie contemporaine.

Dans cette perspective, la zone de Tophane à Istanbul paraît particulièrement pertinente, dans la mesure où des acteurs non étatiques s'y livrent à des pratiques collectives de maintien de l'ordre depuis une dizaine d'années. Bien que ponctuelles dans leurs manifestations violentes, leur caractère répété permet de formuler l'hypothèse d'une relative coordination. Ces pratiques ont pour spécificité de prendre des formes différentes et de viser diverses cibles, plus précisément d'articuler violence politique, lutte contre la criminalité et police des mœurs plus diffuse. Le terme de « configuration vigilante » nous semble à même de qualifier ce phénomène fluide et mouvant. Dans une perspective relationnelle, l'usage de ce terme a également pour but de prendre acte de l'existence d'un phénomène impliquant divers acteurs – dont on n'a pas les moyens de proposer une analyse poussée –, mais en affirmant l'idée que des mémoires et des discours contraignent ces acteurs. L'article interroge les articulations de ces pratiques civiles avec les formes officielles de maintien de l'ordre. Il pose l'hypothèse d'articulations complexes, qui diffèrent, en particulier par leur autonomie accrue, des supplétifs de la police des régimes autoritaires arabes, petits caïds ou *baltagiyas*, recrutés au coup par coup (Haenni, 2005).

L'étude de ces pratiques se heurte à d'importantes limites d'un point de vue méthodologique. La violence extra-légale est, par définition, difficile à documenter. Or, certaines violences ayant eu lieu à Tophane ont été très médiatisées, en raison de leur caractère spectaculaire ; elles ont fait l'objet d'investigations journalistiques relativement poussées<sup>2</sup>. Importantes, ces sources doivent cependant être considérées avec prudence. Ayant habité à Tophane durant quatre ans (2010-2014), je me suis fait une idée directe du quartier et des pratiques de maintien de l'ordre, dont j'ai souvent discuté avec divers habitants, commerçants et décideurs locaux, mais de manière peu intrusive – travaillant au niveau du quartier sur un autre objet, je voulais éviter que ce sujet tendu ne me mette en porte-à-faux avec mes interlocuteurs. Lors de deux courts séjours en 2015 et 2016, j'ai complété cette expérience vécue par plusieurs entretiens semi-directifs avec des individus habitant ou travaillant dans le quartier qui avaient été témoins des violences et acceptaient d'en parler. En raison de la tension ambiante, je n'ai pas cherché à rencontrer les auteurs d'actes de

---

2 En particulier, celles issues d'une série d'articles d'investigation publiée sur le site indépendant d'information T24 par Pelin Başaran, diplômée de science politique et titulaire d'un master en histoire, spécialisée dans le management culturel et ayant dirigé un lieu d'art contemporain jouxtant Tophane jusqu'en 2010.

violence. Ces entretiens m'ont permis de contrôler et de reconstituer certains faits, de compléter la chronologie des événements, et de recueillir les représentations des individus.

La première partie de l'article présente les formes variées de maintien de l'ordre par des civils à Tophane. La seconde partie revient sur la production d'un discours légitimant ces pratiques à travers la construction du quartier comme une entité morale menacée. La dernière partie questionne les relations ambivalentes de ces pratiques avec les autorités.

## **Des formes diversifiées de maintien de l'ordre par des civils**

Le vigilantisme articule souvent lutte contre la criminalité et contrôle social ; c'est l'une des raisons pour lesquelles ce concept apparaît pertinent pour Tophane. En effet, on y observe ces deux composantes, qui s'actualisent plus spécifiquement sous forme de lutte contre le commerce de stupéfiants d'une part, et d'attaques contre des comportements jugés moralement déviants de l'autre. En outre, s'y ajoutent des violences à caractère politique, visant notamment des manifestants protestataires. Le concept de vigilantisme permet de traiter ensemble des formes de maintien de l'ordre par des civils qui paraissent au premier abord distinctes de par la multiplicité des cibles visées.

### **La lutte contre des manifestants anti-gouvernementaux**

Un premier type de pratiques coercitives perpétrées par des civils a une dimension politique et vise des manifestants contestataires. Les premières violences de ce type dont nous avons trouvé la trace ont lieu en 2009, quand un groupe de manifestants du 1<sup>er</sup> mai pourchassés par les forces de l'ordre fuient l'avenue İstiklal en passant par Tophane ; certains sont brutalisés par des civils armés de bâtons. Quelques mois plus tard, des manifestants contre un sommet du FMI fuyant la police et vandalisant des vitrines sont assaillis à Tophane par des groupes de civils. Des épisodes similaires se reproduisent à plusieurs reprises, par exemple contre des participants de la *gay pride* interdite en juin 2015, ou contre des manifestants pro-kurdes en décembre 2015. Mais c'est durant le mouvement de Gezi au printemps 2013<sup>3</sup> que ce type de violence se répète au point de se banaliser. Des groupes attaquent les manifestants fuyant la police durant plusieurs semaines. Outre les poings et les bâtons, certains utilisent des armes blanches, distribuées pour l'occasion par au

---

<sup>3</sup> La protestation contre l'abattage des arbres du parc de Gezi près de la place Taksim à Istanbul fin mai 2013 a débouché sur l'occupation du parc et des affrontements quotidiens avec la police pendant plusieurs semaines. Le mouvement s'est rapidement étendu aux autres villes du pays et a catalysé différentes oppositions contre un pouvoir jugé trop interventionniste et autoritaire.

moins un commerçant<sup>4</sup>. Certaines nuits, des rondes aux cris de « Allahou akbar » se font également entendre.

Ce type de violence n'est pas spécifique à Tophane. Ailleurs dans le pays, des groupes de civils prêtent occasionnellement main forte aux forces de l'ordre contre les protestataires : durant Gezi, le quartier de Kasımpaşa à Istanbul a également été le théâtre de telles attaques ; en juillet 2013 à Eskişehir, ville estudiantine de l'ouest anatolien, un étudiant qui participait aux manifestations anti-gouvernementales a été tout d'abord tabassé par la police, puis par des groupes civils venant en appui. Le 1<sup>er</sup> mai 2014 à Istanbul, des groupes de manifestants qui tentaient d'atteindre la place Taksim ont été attaqués par des petits commerçants armés. Cependant, c'est à Tophane que ces pratiques sont les plus régulières, au point d'être anticipées par tous ; plusieurs commerçants y garderaient à portée de main des bâtons pour parer à toute éventualité (Ayдын, 2009) ; les manifestants d'opposition évitent de passer par Tophane<sup>5</sup>.

La récurrence de ce type de violence à Tophane peut s'expliquer par plusieurs facteurs, en premier lieu la dimension spatiale : la place Taksim, l'avenue İstiklal et la place du lycée Galatasaray sont des lieux de rassemblement prisés par les protestataires, notamment de gauche. Mais les autorités y interdisent souvent les manifestations et dispersent nombre de rassemblements. Il est courant que des manifestants fuient les forces de l'ordre, en passant par Tophane, en contrebas de l'avenue İstiklal, pour rejoindre les embarcadères de Karaköy ou Kabataş.

---

<sup>4</sup> Entretien avec une femme d'une trentaine d'années domiciliée à Tophane, 12/02/2016.

<sup>5</sup> Entretien avec une femme d'une quarantaine d'années participant aux manifestations de Gezi, 17/06/2013.





**Figure 1 – Tophane et de son environnement** – Les bâtiments figurant en noir sans légende spécifique indiquent la localisation des galeries d'art qui ont fait l'objet de violences entre 2010 et 2015 – © : atelier cartographique IFEA

L'autre facteur d'explication de la récurrence de ce type de violence à Tophane est d'ordre politique. Comme les autres quartiers dans lesquels des civils ont assailli des manifestants durant les protestations de Gezi, Tophane constitue un bastion conservateur. Les mobilisations islamistes y ont pris une ampleur et une visibilité importantes. En 2013, de nombreux commerces de proximité affichaient leur soutien au Président égyptien Morsi issu des Frères musulmans, destitué par le général Al-Sissi – campagne impulsée au niveau national par l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la Justice et du Développement) au pouvoir. Tophane constitue en effet également un bastion de l'AKP. On peut donc faire l'hypothèse que la récurrence de violences civiles visant des militants d'opposition au pouvoir AKP – de gauche, nationalistes kurdes, LGBT – est liée à une orientation politique conservatrice, voire islamiste.

## **La lutte contre les stupéfiants**

Ce qui fait la spécificité de la configuration de Tophane est l'articulation de cette violence civile à caractère politique à d'autres types de violence. L'une d'elles concerne la lutte contre les stupéfiants. Courant 2014, une campagne contre la drogue y a été entamée, suite à l'arrivée sur le marché d'une drogue de synthèse bon marché, le bonzaï, et à la recrudescence de la consommation de stupéfiants. Huit associations de Tophane se regroupent en plateforme et procèdent à des actions de sensibilisation par le biais d'affiches sur les murs et de brochures. Cette dernière tenterait aussi de dissuader les jeunes consommateurs en passant notamment par les familles. Selon un témoin interviewé dans la presse, l'enjeu pour elle est de faire désintoxiquer les consommateurs, voire de les faire passer par la prison, si cela peut les « sauver » (Kazancı, 2015)<sup>6</sup>.

L'autre versant de cette initiative, plus violent, s'adresse aux revendeurs, selon ce même témoin :

Nous les livrons aux habitants. L'épicier, le boucher prennent des bâtons et frappent sans pitié, jusqu'à la mort. (...) Une fois, un homme dont on croyait qu'il avait arrêté, qui se promenait en shalvar et en calotte<sup>7</sup>, vendait des stupéfiants. Nous l'avons attrapé. (...) Je ne pourrais pas dire combien de bâtons nous avons cassés sur lui. Nous l'avons envoyé à l'hôpital. Il y est resté trois mois. Tous les frais ont été couverts par le quartier. À sa sortie, on lui a acheté un établi pour cirer des chaussures. Maintenant, c'est l'activité qu'il exerce. (Kazancı, 2015).

Cette violence contre les revendeurs s'accompagne de la pratique de patrouilles nocturnes discrètes, effectuées par de petits groupes d'hommes. Ce même témoin déclare que « la nuit, il y a toujours une situation de tranquillité dans la rue. Nous disons à nos enfants de patrouiller dans les rues. Nous aussi, nous patrouillons » (Kazancı, 2015).

---

<sup>6</sup> En l'absence d'autres sources, cette partie s'appuie surtout sur cet article de presse, rédigé par un journaliste spécialisé dans les affaires criminelles, notamment liées à la drogue.

<sup>7</sup> Habit dénotant une pratique religieuse assidue, voire l'affiliation à une confrérie.





**Figure 2** – Sur les murs de Tophane. « NON à la drogue. Faisons obstacle aux dealers et aux consommateurs » ; « Prenons en main nos jeunes et notre avenir. NON à la DROGUE ». L'emploi inclusif de la première personne du pluriel dénote la construction d'un collectif – © E. Massicard, photographie juin 2015

Dans d'autres quartiers, plus marqués à gauche – notamment Gazi et Okmeydanı sur la rive européenne, Gülsu/Gülsuyu sur la rive asiatique –, des groupes civils mènent également une lutte violente contre la drogue et secondairement la prostitution – et ce, au moins depuis les années 2000<sup>8</sup>. Ils le font au nom de valeurs telles que la lutte contre la « dégénérescence culturelle ». Cependant, à la différence

<sup>8</sup> Entretiens avec des militants de plusieurs groupes de gauche radicale, Okmeydanı, Istanbul, novembre 2000.

de Tophane, ces pratiques y sont le fait de groupes politiques clairement identifiés, de gauche radicale et le plus souvent illégaux, structurés et armés. Ces groupes procèdent à des tentatives de contrôle des espaces locaux, qui passent parfois par des barrages, fouilles au corps et contrôles d'identité dans la rue, ce qui ne s'observe pas à Tophane. Ces groupes organisent des manifestations de rue pour protester contre le commerce de stupéfiants et revendiquent publiquement cette lutte, ce qui n'est pas le cas à Tophane.

### **Les attaques visant les comportements inconvenants**

Enfin, à Tophane, ces violences s'articulent à des pratiques plus diffuses de police des mœurs visant des comportements jugés inconvenants. Le soir du 21 septembre 2010, cinq galeries d'art contemporain organisent un vernissage commun. Plusieurs dizaines d'hommes (entre 20 et 70) s'attaquent aux invités avec des bâtons, des gaz lacrymogènes et des pierres. Les vitres d'une galerie sont brisées ; cinq blessés sont hospitalisés. Fin 2014, un autre affrontement a lieu lors de l'inauguration d'une exposition de graffiti dans une galerie proche ; quelques personnes brisent les vitres de la galerie et menacent les participants. En février 2015, à quelques pas de là, une autre galerie est la cible d'une attaque. Des jeunes attroupés profèrent des menaces et jettent des objets. Le lendemain, le propriétaire de la galerie aurait reçu des menaces de mort (Güngör, 2015). En juin 2016, pendant le Ramadan, la célébration chez un disquaire de la sortie du dernier album de Radiohead occasionne la descente d'une vingtaine d'hommes armés de bâtons qui attaquent ceux qui boivent de l'alcool au motif qu'il est inconvenant de boire pendant le Ramadan. En octobre de la même année, les participants à un vernissage d'exposition sont pris pour cible verbalement et physiquement par quelques individus, au motif qu'ils boivent de l'alcool.

Si les vernissages sont souvent l'occasion de violences, ce n'est pas les productions artistiques qui sont ciblées, sauf quand elles mettent en scène le corps et la sexualité féminins. En février 2010, le quotidien islamiste *Vakit* dénonce avec virulence une pièce programmée par un théâtre alternatif de Tophane, qui met en scène un ange réincarné en actrice pornographique (Dede, 2010). Sur le site du journal, certains lecteurs menacent de s'en prendre physiquement aux acteurs, entraînant la fermeture du théâtre par la municipalité, avant que diverses pressions ne mènent à sa réouverture ; mais la pièce est déprogrammée (Yılmaz, 2010). En 2015, l'affiche d'une exposition de peinture à Tophane-i Amire, une fonderie de canons ottomane reconverte en centre culturel, arbore un corps de femme nu (bien que stylisé et flou) ; les affiches sont déchirées. Que l'affichage du corps féminin soit pris pour cible montre que ce sont les mœurs qui sont visés. Ainsi, lors de l'attaque de 2015, l'étincelle semble avoir été un couple s'embrassant dans la rue, que des passants auraient invectivé au motif d'immoralité –, entraînant une dispute et un attroupement. La question morale inclut la boisson : lors de l'attaque de 2014, c'est la consommation d'alcool sur le trottoir qui aurait provoqué une réaction ;



lors des violences de 2010 aussi, des cris de « vous ne pouvez pas boire [d'alcool] ici » sont rapportés. Début 2016, des jeunes de Tophane fêtant le départ à l'armée de leurs camarades menacent avec des armes des personnes buvant de l'alcool en terrasse quelques rues plus loin. Ces intimidations sont intégrées par les galeristes, qui mettent en place des mesures de prévention : ne pas servir d'alcool lors des inaugurations, ou seulement à l'intérieur ; protéger le lieu de la vue des passants par des paravents<sup>9</sup> ; poster un garde à l'entrée pour empêcher que des visiteurs ne boivent de l'alcool dans la rue (Başaran, 2015c).

Ces pratiques de « police culturelle » (Comaroff et Comaroff, 2004) se déroulent également en dehors de ces épisodes, de manière routinière, selon tous nos interlocuteurs. Elles prennent bien d'autres formes : insultes envers des femmes légèrement vêtues<sup>10</sup> ; avertissements envers des couples enlacés ou des jeunes buvant dans la rue à proximité de mosquées (Başaran, 2015c)... Elles peuvent aller de remarques ou regards désapprobateurs à des menaces explicites et des agressions.

Les modes d'action de ce maintien de l'ordre sont donc divers, allant de la réprobation à la violence, en passant par l'intimidation. Les armes mobilisées vont des poings aux armes à feu, en passant par les armes blanches et les bâtons. Les modes d'action sont en outre évolutifs : la pratique de patrouilles se réactive dans les périodes de tension, qu'il s'agisse de lutter contre la vente de stupéfiants ou la présence de groupes d'opposition politique. Durant les protestations de Gezi, alors que les affrontements entre manifestants et policiers sont quotidiens, des groupes de jeunes armés patrouillent et des habitants montent la garde (Koç, 2013). Ces patrouilles se font discrètes, voire disparaissent dans les périodes plus sereines. Les cafés fréquentés par les hommes restant ouverts jusque tard dans la nuit, ils permettent une surveillance diffuse constante. Les cibles de ce maintien de l'ordre civil sont également multiples : protestation politique, mœurs, consommation et trafic de stupéfiants, mais aussi infractions, comme les cambriolages. Se pose la question d'une éventuelle unité d'action, ou de passerelles, entre ces différents registres et pratiques, à laquelle il est difficile de répondre. On peut cependant écarter l'idée d'une instrumentalisation d'un potentiel violent à des fins politiques, dans la mesure où les violences à dimension politique n'arrivent pas « après », mais sont présentes dès l'apparition de ces pratiques.

S'est donc formé à Tophane ce qu'on peut qualifier de « configuration vigilante », consistant en un potentiel de mobilisation civile violente – présence d'armes, compétences dans l'usage de la force, possibilité de rassembler des personnes rapidement, ancrage dans la vie du quartier. Ce potentiel s'actualise dans des circonstances assez variées, avec différentes cibles, et peut permettre des rétractations et passages vers d'autres formes d'action collective.

<sup>9</sup> Entretien avec une femme née en 1973 travaillant dans un lieu d'exposition à Tophane, 09/03/2016.

<sup>10</sup> Entretien avec une femme née en 1976, ayant travaillé de 2009 à 2014 dans un centre culturel à Tophane, 26/02/2016. Ces pratiques existent aussi dans d'autres quartiers réputés conservateurs.

## **La construction d'un quartier menacé**

Ce type de configuration est spécifique à Tophane. Pourquoi ? D'une part, ce quartier recèle de fortes tensions économiques, qui se répercutent sur les modes de vie. D'autre part, des représentations ordinaires construisent une identité de quartier, qui rendent le recours à la violence acceptable. Elles sont alimentées par des discours à dimension morale qui construisent le quartier comme une entité menacée qu'il faut défendre, qui dénoncent des responsables et identifient des cibles.

### **Des tensions socio-économiques sous-jacentes**

Ces violences doivent être mises en perspective avec les tensions socio-économiques sous-jacentes. Tophane est un quartier ancien, dense, historiquement marqué par la présence d'hommes jeunes en raison de sa fonderie de canons et de la proximité du port de Karaköy. C'est aussi une zone hétérogène d'un point de vue ethno-confessionnel. Au début du <sup>xx</sup>e siècle, y coexistent, notamment dans sa partie sud, des non-musulmans – moins cependant que dans les quartiers environnants, plus riches – et des musulmans plus modestes, travaillant comme porteurs ou dans le commerce de proximité. La zone est aujourd'hui peuplée principalement de musulmans issus des migrations de l'est – en particulier, des arabophones de la province de Siirt, relativement aisés et qui constituent la majorité des propriétaires et des commerçants, mais aussi des kurdophones de Bitlis, des turcophones d'Erzurum et d'Erzincan, ainsi que des Roms (de loin les plus démunis, concentrés en bas du quartier et dans les ruelles). Les interprétations divergent quant à la temporalité et aux motifs des migrations – évictions ? – des non-musulmans. Selon certains, les nombreux départs seraient liés à des motifs principalement économiques : désaffectation du port autrefois florissant, creusement d'artères et destruction d'immeubles dans les années 1950, provoquant la fermeture de nombreux ateliers ; les migrants venus de l'est auraient simplement comblé le vide ainsi laissé. Pour certains historiens, le départ des non-musulmans a souvent été contraint (Hür, 2010). Suite aux émeutes anti-grecques de 1955, les nouveaux arrivants auraient fait main basse sur les biens immobiliers laissés vacants, peut-être avec la complicité des autorités.

À partir des années 1950, la zone, peu entretenue, se dégrade. Alors que les environs sont réhabilités, Tophane reste un îlot assez modeste, à proximité immédiate du centre de la vie nocturne et culturelle, et connu pour ses tripots. Depuis quelques années, Tophane connaît d'importantes transformations : fin 2004, le premier musée d'art moderne du pays, Istanbulmodern, est ouvert à quelques centaines de mètres. Tophane se trouve sur le trajet entre le musée et Beyoğlu. Les loyers y sont alors modérés, ce qui rend le quartier attractif pour des galeries nouvelles ou alternatives qui valorisent la proximité avec le centre. Pour augmenter la fréquentation de cet itinéraire, ces galeries se regroupent en plateforme. C'est dans ce cadre qu'elles organisent des vernissages communs, comme celui du 21



septembre 2010. Le nombre de galeries a ensuite diminué (les trois galeries visées ont déménagé ; suite à des pressions, d'autres ont fermé) ; cependant, la gentrification ne se limite pas à l'art. Un grand projet de développement urbain, Galataport, vise à transformer la zone résidentielle émaillée de petits commerces qui longe la berge entre Karaköy et Tophane en complexe touristique et de loisir haut de gamme visant une clientèle internationale fortunée en croisière. Ouvert aux appels d'offre depuis 2005, le projet n'a pas encore été réalisé. Cependant, à Karaköy restaurants et cafés huppés ont été ouverts. Parallèlement se sont installées des personnes mieux dotées, non pas issues de la bourgeoisie établie, mais dépositaires d'un capital culturel important, souvent actives dans les milieux culturels et éducatifs. Ces tendances à la gentrification ont entraîné une hausse des prix de l'immobilier. S'ouvrent à Tophane des cafés et restaurants, appart'hôtels et magasins de design s'adressant principalement aux touristes (Adanali, 2010 ; Başaran, 2015e).

À des milieux relativement modestes se sont donc ajoutés récemment des groupes mieux dotés socialement, aux modes de vie plus libéraux. Or, la proximité spatiale entre milieux socioculturels différenciés et inégaux n'entraîne pas nécessairement une proximité sociale, mais peut au contraire exacerber les marquages et conflits de modes de vie, et susciter des résistances (Chamboredon, Lemaire, 1970 ; Tissot, 2011). Des paroles rapportées durant les attaques de 2010, comme « retournez à Nişantaşı » (Karaca, 2011) – quartier huppé symbole de la bourgeoisie – renvoient à l'imbrication entre modes de vie et stratification sociale, et à la perception des galeries comme s'adressant à des milieux bourgeois qui n'auraient pas leur place à Tophane. De nombreux observateurs – en particulier journalistes ou urbanistes – invoquent la gentrification et les formes d'exclusion qu'elle induit comme explication des violences, et replacent ainsi Tophane dans une critique plus large des transformations urbaines en cours. Cette explication ne doit cependant pas faire oublier une stratification sociale plus complexe. La situation des locataires est en effet difficile – de nombreuses familles, notamment des Roms, sont parties pour se loger dans des quartiers plus abordables, comme Kasımpaşa. Cependant, certains propriétaires tirent profit de ces transformations en tant que bailleurs, ou en investissant localement dans le tourisme ou la restauration. En outre, ces tensions ne sont pas spécifiques à Tophane et ne sauraient expliquer à elles seules la prégnance des formes de vigilantisme qui s'y manifestent.

### **La construction d'un ordre moral ancré dans un territoire spécifique**

Ces violences jouissent localement d'une indéniable légitimité. Aucune des organisations du quartier (organisations de pays, associations religieuses) ne les a condamnées. Ainsi, un menuisier de 55 ans déclare à un journaliste que « l'emploi de la violence physique est justifiée contre les dealers » (Kazancı, 2015). Des discours circulent largement, qui construisent une identité de quartier qu'il s'agirait de préserver contre des modes de vie qualifiés d'indésirables et d'intrusifs.

Au lendemain des attaques de 2010, les journalistes de tout le spectre politique relaient de nombreux témoignages, en particulier de petits commerçants, qui incriminent le comportement jugé irrespectueux des participants aux vernissages – être dans la rue un verre d'alcool à la main. Une anecdote est largement relayée : une passante voilée aurait été invectivée en ces termes : « sommes-nous en Iran ici ? Disparais, bigote ! ». Prévenu, son mari, une figure religieuse importante, se serait dirigé vers les galeries muni d'un bâton, entraînant d'autres habitants. Selon cette interprétation, l'attaque n'aurait pas été organisée mais spontanée, et constituerait un réflexe de défense contre une offense. Ces témoignages construisent les violences non pas comme une agression, mais comme une posture de réaction à des comportements mettant en danger les « valeurs du quartier ». De même, l'article du quotidien *Vakit* reprouvant la pièce de théâtre titre en termes de provocation (*tahrik*). Ce type de légitimation vaut également pour les violences politiques : les manifestants sont alors présentés comme vandalisant les vitrines – d'ailleurs, le Premier ministre Erdoğan avait qualifié les manifestants de Gezi de vandales (*çapulcu*). Ces discours ont pour effet de présenter les violences comme des formes de légitime défense.

Ces condamnations se formulent dans les champs sémantiques de l'inconvenance, de la morale (*ahlaksız*, « immoral »), et des valeurs comme « l'honneur sexuel » (*namus*, soit la chasteté des femmes et la pudeur), ainsi que la propreté (*pislik*, « saleté », *temizlemek* « nettoyer »). Elles évoquent souvent la protection des familles comme cause de la gêne générée par les comportements jugés déviants. Un vendeur de thé témoigne :

ils boivent devant la porte de nos maisons, une bouteille de bière à la main. Comme si c'était une zone négligée ici... Ils pensent qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent, ils constituent de mauvais exemples pour nos enfants (Tapan, 2010).

L'animateur d'un site conservateur d'information sur le quartier, *Tophanehaber* (« nouvelles de Tophane »), déplore le fait que

ceux qui s'installent dans le quartier font baisser le volume de l'appel à la prière, ils lancent des bouteilles d'alcool à la tête des joueurs de flûte pendant le Ramadan<sup>11</sup>. Des hôtels gay sont ouverts dans le quartier (Başaran, 2015b).

Ces témoins déclarent refuser que leurs enfants voient deux hommes s'embrasser. Des plaintes auraient même abouti à faire fermer un hôtel gay. Certains dénoncent l'existence d'hôtels construits sans autorisation qui abriteraient de la prostitution. L'animateur de *Tophanehaber* déplore aussi que les clients des appartements ne prêtent pas attention aux familles qui vivent dans ces mêmes immeubles et ne connaissent pas les traditions (*gelenek*) du quartier (Güngör, 2015). Il dénonce « les clients [qui] font l'amour tous rideaux ouverts ». Des plaintes se sont

<sup>11</sup> Les nuits de Ramadan, des joueurs de flûte et de tambour sillonnent les rues avant la levée du jour pour réveiller les habitants.



exprimées au sujet des appart'hôtels – récemment dénoncés non seulement comme des foyers d'immoralité, mais aussi des repères de terrorisme. Transparaît une volonté de rendre invisibles des comportements dénoncés comme déviants, voire d'imposer certains modes de vie aux habitants comme aux usagers du quartier, y compris les touristes. Interrogée par un quotidien conservateur, une habitante célibataire témoigne :

si vous faites quelque chose de contraire à leur mode de vie, ils vous avertissent d'abord, et ils attendent du respect (*saygı*). Si vous montrez du respect, il n'y a pas de problème. En revanche, si vous dites « je fais ce que je veux », c'est différent. Car c'est leur quartier, tout le monde se connaît (Güngör, 2015).



**Figure 3** – Panneau affiché autour de la mosquée Karabaş Mustafağa – © E. Massicard, photographie 2015

Ce discours moraliste a une dimension religieuse. Depuis fin 2012, autour de la mosquée Karabaş Mustafağa et du parc qui l'entoure, sont affichés des panneaux en turc et en (mauvais) anglais interdisant la consommation d'alcool au nom de la présence d'une mosquée. Or, une loi de 2013 interdit effectivement la vente d'alcool à proximité des lieux de culte, mais non sa consommation, laissée libre<sup>12</sup>. Cependant, de nombreux riverains considèrent que la loi interdit de boire de l'alcool

<sup>12</sup> La loi sur la délinquance n° 5326, dans son article n° 35, permet de poursuivre un individu en état d'ébriété, mais seulement dans la mesure où ses comportements sont susceptibles de troubler la tranquillité publique.

aux alentours des mosquées (Başaran, 2015d). Ces affiches ne rappellent donc pas la loi, mais participent à la construction d'un ordre moral qui n'a pas de fondement légal. Le registre de la justice est alors opposé à celui de la légalité, comme dans la déclaration de ce petit commerçant : « Les habitants d'ici ne tolèrent pas l'injustice. La loi donne plus de droits aux alcooliques ! » (Karaca, 2011). La défense de cet ordre moral peut s'inscrire en faux contre l'ordre juridique, comme lorsque ce propriétaire d'un bar est menacé par des habitants qui lui déconseillent de vendre de l'alcool, bien qu'il ait obtenu une licence de la municipalité<sup>13</sup>. D'ailleurs, ces affiches interdisant la consommation d'alcool n'ont pas été posées par la mairie et ne se trouvent nulle part ailleurs ; il s'agit d'une initiative civile. Ce maintien de l'ordre se fait au nom d'une justice qui est construite comme supérieure à la loi et peut, si besoin, justifier des infractions à celle-ci.

### Le « collectif » du quartier

Ces discours s'accompagnent d'un discours revendiquant une appartenance au quartier qui est affiché sur les murs, graffités de toute part « *burası Tophane* » – « ici c'est Tophane ». Bien que n'ayant aucune existence administrative, Tophane constitue une zone de référence signifiante. Cette revendication s'accompagne de la définition de ce « qu'est » Tophane, en termes de modes de vie et de valeurs : un quartier dans lequel on « sait se comporter », où « chacun respecte les autres », et où il existe des liens forts et une importante solidarité entre habitants : les enfants jouant dans la rue seraient surveillés en commun par les mères (Başaran, 2015a). Ce discours construisant la spécificité du quartier tente d'imposer des valeurs à respecter pour ceux qui s'y installent ou n'y font que passer ; il s'accompagne de menaces pour ceux qui ne s'y conforment pas, qui existaient déjà avant les attaques contre les galeries et la médiatisation subséquente<sup>14</sup>. Ce discours s'articule à des louanges sur la prétendue sûreté du quartier, légitimant le fait que ce dernier se défende lui-même, si nécessaire par le recours à la violence. Ainsi, le passage à tabac de voleurs par des civils est mis en avant comme garantie de sécurité par différents habitants<sup>15</sup>. À l'inverse, certains habitants qui ne se reconnaissent pas dans cet ordre moral estiment que Tophane est un endroit dangereux, précisément en raison de ces violences routinières<sup>16</sup>.

13 Entretien, homme d'une cinquantaine d'années ayant vécu durant trente ans à Tophane, 09/03/2016.

14 Entretien avec une femme née en 1973 travaillant dans un lieu culturel du quartier depuis 2008, 09/03/2016.

15 Entretien avec une femme d'une trentaine d'années, qui fait état d'un discours répandu valorisant la pratique du passage à tabac de voleurs, lors de son installation à Tophane en 2003, 12/02/2016.

16 Entretien avec un libraire de gauche dans la cinquantaine, qui y habite depuis une dizaine d'années, et attribue un cambriolage dont il a été victime aux civils qui prétendent garantir l'ordre du quartier, 07/03/2016.





**Figure 4** – Graffiti au croisement des rues Kumbaracı et Hacimimi Külhani « ici c'est Tophane! ». Le nom de Tophane est réitéré à plusieurs reprises. Le rouge du graffiti, le point d'exclamation (en partie caché par l'arbuste) ainsi que les majuscules, dénotent un ton revendicatif. © E. Massicard, photographie, 2016

L'échelle du quartier doit être réinscrite dans son historicité. En effet, sous l'Empire ottoman, les habitants d'un quartier étaient responsables collectivement devant la justice des crimes commis dans ses rues (Tamdoğan-Abel, 2004). Au XIX<sup>e</sup> siècle, les quartiers stambouliotes s'organisaient comme unité de sécurité (Behar, 2003). Ainsi, des mécanismes de contrôle et de surveillance réciproques y étaient à l'œuvre au niveau du quartier, concernant notamment l'ordre social et la morale publique. Les habitants pouvaient se considérer de manière diffuse comme responsables de la protection contre des violations de l'honneur du quartier. L'existence de formes de maintien de l'ordre au niveau du quartier pose la question des continuités, mais aussi celle des imaginaires. En effet, ces dernières années un imaginaire du quartier a été réactivé, dont témoignent entre autres plusieurs séries télévisées<sup>17</sup>, qui prennent pour cadre un quartier largement romantisé dans lequel tous les voisins se connaissent.

Ces discours à la glorification d'un quartier qui assure lui-même sa sécurité réactivent (et probablement reconstruisent) un épisode précis : celui l'éviction de la drogue, dont Tophane était l'un des hauts lieux de consommation et de trafic dans les années 1970 (Fauser, 1984 : 9). L'animateur de *Tophanehaber* déclare que

17 Par exemple « Mahallenin muhtarları » [Les chefs du quartier], diffusé entre 1992 et 2002.

les dealers étaient de Tophane. Les habitants savaient très bien de qui il s'agissait (...). C'était leurs amis, leurs voisins, leurs parents, leurs associés... À l'époque, les habitants du quartier ont employé toutes sortes de pressions : la bagarre, la menace ; parfois, ils ont refusé de leur vendre des choses, ou les ont empêchés d'entrer dans les cafés (Kazancı, 2015).

Selon les témoignages de repentis qui circulent, une quinzaine de consommateurs auraient arrêté, puis entrepris de nettoyer le quartier de la drogue. Un repenté raconte :

Nous avions dans les 18 ans. Ils ont résisté. Nous avons cassé des têtes. On avait tout le temps des bâtons dans les mains. (...) Tout le monde avait une arme à Tophane. (...) Nous avons tenu tête aux dealers. (...) Un de nos frères a été tué. (...) On nous invitait dans les maisons, nous avons eu de bons retours (...). Plusieurs personnes nous ont rejoints. (...) Nous avons commencé en 1979, et la vente de stupéfiants s'est arrêtée en 1986 (Kazancı, 2015).

L'invocation de ces épisodes produit le récit d'un quartier héroïque qui se défend contre les menaces ; elle contribue à légitimer l'emploi de la violence.

Revient souvent dans ces récits une figure, que la littérature nostalgique a adoptée comme un représentant de l'Istanbul du passé : celle du *kabadayı* - terme que l'on peut rapprocher du « fier-à-bras » ou encore du « bandit d'honneur ». L'imaginaire de Tophane est marqué par cette figure. Ce qui fait le *kabadayı* est avant tout un style caractérisé par l'usage courant et ritualisé de la violence et l'étalage de la virilité (Lévy-Aksu, 2013 : 256, 261). L'imaginaire du *kabadayı* est important dans la fabrique locale des modèles de rôle. Il est couramment fait référence à Tophane aux *kabadayı*, remémorés comme des figures de héros qui donnent aux pauvres, règlent les problèmes et maintiennent l'ordre dans le quartier, comme lors de l'épisode de l'éviction de la drogue<sup>18</sup>.

Or, cette figure se caractérise par son rapport ambivalent à l'ordre ; défenseur de l'honneur du quartier, le *kabadayı* menace aussi l'ordre public. Il a tendance à se placer en dehors ou au-dessus de la loi en réglant des conflits sans avoir recours à des mécanismes étatiques - et parfois, en défiant ces derniers. Ces justiciers peuvent devenir fauteurs de troubles, voire enfreindre les règles de la morale – quand ils importunent les femmes, provoquent des bagarres ou tabassent les commerçants qui refusent de leur verser un pourcentage. La référence localisée à cette figure, par ailleurs largement considérée comme disparue, légitime un rapport ambivalent à l'autorité et le recours à la violence extrajudiciaire.

Cependant, il existe une différence importante entre la figure du *kabadayı* et les civils prenant en main le maintien de l'ordre. Les *kabadayı* sont des personnalités, presque des héros ; ils sont identifiables, ce qui n'est pas le cas dans la configuration actuelle de Tophane, où le maintien de l'ordre est fondu au sein du « quartier ».

---

<sup>18</sup> Entretien avec une femme née en 1976, ayant travaillé de 2009 à 2013 dans un lieu culturel de Tophane, 04/03/2016 ; voir aussi Başaran (2015a).

Selon le fondateur du site Tophanehaber – dont l’emblème n’est autre qu’un *kabadayı* –, tous les habitants du quartier se seraient serré les coudes pour stopper les immoralités (Güngör, 2015). La dimension collective de cette entité permet de diluer la question des responsabilités. L’anonymat est soigneusement maintenu : les affiches concernant la consommation d’alcool ou de stupéfiants n’indiquent pas d’auteur, les personnes impliquées dans les violences veillent à détruire les photographies ou vidéos des altercations ; et personne ne se vante de ses prouesses à l’extérieur. À la différence d’autres configurations, les violences ne font pas l’objet de mises en scène publique. Si héroïsation il y a, elle est uniquement à usage interne.

## Une nébuleuse d’acteurs

L’anonymat empêche de déterminer avec précision qui sont les auteurs des violences et s’il s’agit des mêmes personnes d’un épisode à l’autre. Il rend également difficile une entrée par les acteurs et une réflexion sur leurs raisons d’agir, ainsi que sur les rétributions du vigilantisme. On peut cependant affirmer que les acteurs des violences sont exclusivement des hommes. D’un point de vue générationnel, les jeunes semblent les plus impliqués ; de nombreux récits insistent sur les tendances à la violence des *delikanlı* (litt. « sang-fou »), terme qui désigne les hommes jeunes – charriant l’idée implicite qu’ils s’assagiraient avec l’âge, et normalisant indirectement cette violence (Fliche, 2010 : 206). Mais la présence d’hommes d’âge moyen, voire plus âgés, dans le maintien de l’ordre est également avérée<sup>19</sup>. Même si certains « anciens du quartier » déclarent sermonner les jeunes qui montrent des tendances à la violence (Başaran, 2015f), d’aucuns estiment que certains soutiennent les violences sans y prendre part directement.

Par ailleurs, les violences ne semblent pas être le monopole de l’un des groupes de provenance qui composent le quartier. La participation de petits commerçants dans les violences, au moins contre les manifestants d’opposition, est avérée. Le club de football local Tayfunspor, adossé à un café où se retrouvent des hommes, semble impliqué, ainsi que le déclare son dirigeant dans une interview : « quand c’est nécessaire, nous avons recours à la violence. Mais c’est seulement pour nous protéger, pour protéger l’honneur du quartier » (Öğün, 2014). Ainsi, si le quartier constitue un cadre spatial à ces actions ainsi qu’un cadre de référence des discours qui les appuient, il ne constitue pas un cadre de mobilisation en tant que tel ; la mobilisation violente s’appuie sur d’autres sociabilités au sein de ce dernier.

La question des acteurs amène celle du degré d’organisation des violences, polémique et difficile à trancher. Lors des attaques de septembre 2010 – épisode qui peut sembler le plus coordonné –, les interprétations, y compris celles des témoins, divergent. Tous s’accordent sur le fait que des tensions et menaces contre les galeries ont précédé les attaques, et plusieurs galeristes font état de l’organisation préalable

---

<sup>19</sup> Entretien avec un libraire habitant le quartier, 07/03/2016.

d'un groupe de jeunes<sup>20</sup>. L'attaque de *Radiohead* semble avoir été organisée en amont. On peut faire l'hypothèse de l'importance de discours diffus de dénonciation légitimant des violences et de l'existence concomitante de cercles de sociabilité rapidement activables et mobilisables à l'occasion d'épisodes de tension.

Les acteurs qui produisent et relaient les discours de dénonciation – soit les entrepreneurs de morale (Becker, 1985) – sont plus faciles à identifier que ceux physiquement impliqués dans les violences. Le plus visible, au moins à l'extérieur, est le site internet *Tophanehaber*, créé au milieu des années 2000. Il diffuse des reportages sur le quartier, des interviews de figures locales, mais aussi des éditoriaux. Son fondateur et dirigeant est un homme d'âge moyen originaire de Siirt et né à Tophane, dont un parent tient une boutique de menuiserie. Il est également le porte-parole de la plateforme civile contre la drogue. Le site glorifie le quartier « traditionnel » et ses valeurs ; il profère souvent des dénonciations virulentes. Son directeur a été mis en garde à vue suite à l'attaque des galeries de 2010 et accusé d'incitation à la violence, en raison de commentaires de lecteurs jugés provocateurs. Ce site publie les photos des affiches de l'exposition de peinture de Tophane-i Amire, ainsi que des tableaux sur lesquels ont été surajoutées de grandes croix rouges. *Tophanehaber* procède aussi parfois à des actes de *naming and shaming*, photos à l'appui, par exemple contre une investisseuse active sur le marché immobilier local, qui avait tweeté des positionnements hostiles à l'AKP. Certains petits commerçants profèrent également des menaces explicites et répétées à l'encontre des galeristes<sup>21</sup>, mais aussi de certains habitants durant les protestations de Gezi<sup>22</sup>.

On trouve également parmi ces entrepreneurs de morale des acteurs religieux. Depuis 2017, le directeur d'une association de mosquée du quartier condamne de manière virulente la fréquentation de terrasses de bars, qui s'accompagne d'alcool et de bruit – et ce, jusque dans certains médias conservateurs nationaux. Certains attribuent le nettoyage du quartier du trafic de drogue dans les années 1980 à l'action d'organisations religieuses. La *cemaat* (communauté) de Tophane se serait organisée au tournant des années 1980. Sous l'influence de la révolution iranienne et du mouvement palestinien, le mouvement islamiste aurait commencé à fonder des communautés dans les quartiers. La communauté de Tophane reposerait principalement sur des petits commerçants et artisans. Certains la lient à des groupes confrériques, notamment à la branche Menzil de la confrérie nakshibendi, principale confrérie soufie représentée en Turquie (Kazancı, 2015). La communauté aurait été active dans la lutte contre les stupéfiants, mais aussi contre d'autres activités criminelles comme le vol et la prostitution, tout en tentant d'orienter les consommateurs de drogue vers la religion. Le repentir évoqué plus haut déclare

20 Confirmé lors d'un entretien avec une femme née en 1976, travaillant de 2009 à 2013 dans un lieu culturel de Tophane, 04/03/2016. Une autre interviewée née en 1973 et travaillant dans le même lieu récuse l'idée d'une organisation préalable, 09/03/2016.

21 Entretien avec une femme née en 1973 et travaillant dans un lieu culturel de Tophane depuis 2008, 09/03/2016.

22 Entretien avec une habitante de Tophane entre 2003 et 2014, 12/02/2016.



que son groupe d'anciens consommateurs s'est initié aux groupes de discussion religieuse. Aujourd'hui, une fondation religieuse ayant pignon sur rue, animée par des anciens, organise des activités envers les jeunes et leur propose un encadrement moral.

Peu d'éléments permettent d'aller plus loin. Interviennent une nébuleuse d'acteurs dont certains participent directement des violences, et d'autres – peut-être en partie les mêmes ? – produisent ou relaient des discours dénonciateurs qui contribuent à la légitimer.

## **Des relations différenciées aux autorités, entre tolérance et complémentarité**

Ces formes civiles de maintien de l'ordre semblent remettre en cause le monopole étatique de la violence ; elles posent la question des relations aux autorités. L'inscription de ces violences dans une histoire longue et un contexte local précis les distinguent d'une simple instrumentalisation par le haut de supplétifs recrutés au coup par coup, au contraire de ce qui a pu être observé dans certains régimes autoritaires arabes. Pour autant, ces formes de violence peuvent s'inscrire dans une forme de suppléance ; elles ne sont pas justifiées par l'incompétence supposée des forces de l'ordre ni inscrites dans une lutte contre celles-ci. Ceci les distingue des groupes armés plus proches de la gauche et actifs dans d'autres quartiers, qui versent dans la critique frontale de l'État et dans un discours anti-police, vue comme corrompue et oppressive. En pratique, ces formes de violence ne semblent pas donner lieu à des conflits avec les autorités. Les réponses de ces dernières varient : les responsables politiques dénoncent les violences quand elles sont l'objet de débats publics - le Premier ministre et le préfet d'Istanbul ont condamné l'attaque de 2010 et se sont engagés à ce que ses auteurs soient sévèrement punis. Pourtant, ces violences ne font que rarement l'objet de sanction. Les victimes qui prennent la parole dans la presse, et les personnes interrogées, dénoncent unanimement ce qu'ils considèrent comme une bienveillance des autorités. Certains acteurs officiels – chefs de quartier, justice - peuvent les tolérer, voire les soutenir, ouvertement ou non. Comment qualifier les relations entre ces formes civiles de maintien de l'ordre et les autorités officielles ?

Se font jour des formes d'évitement des forces policières par les vigilants de Tophane, malgré l'existence concomitante de relations de proximité et de connivence. En miroir, y répondent une forme de tolérance et une relative imprévisibilité des forces de l'ordre. Pour dépasser le constat de liens ambigus, il est nécessaire de décliner différentes formes du maintien de l'ordre par des civils. Toutes n'entretiennent pas la même relation à la légalité : alors que la lutte contre la drogue ou les infractions peuvent s'envisager comme en continuité avec l'ordre officiel, l'agression physique d'individus pour des comportements non officiellement proscrits constitue une violation de la loi. Il est également nécessaire de distinguer

entre les différentes autorités, en particulier les forces de l'ordre d'une part, et les autorités politiques d'autre part.

### **Les relations au politique : liens affirmés à l'AKP, connivences de fait**

Pour appréhender les liens de ces formes de maintien de l'ordre au politique, rappelons d'abord que la Turquie se caractérise depuis le début des années 2000 par une hégémonie de l'AKP, au niveau national mais aussi local – mairie métropolitaine et mairie d'arrondissement. L'AKP est également le parti dominant à Tophane, même s'il convient de nuancer l'idée d'un soutien inconditionnel (Kadioğlu-Polat, 2016) ; ainsi, ses résultats électoraux varient, accusant par exemple un net recul aux législatives de 2015.

Concernant les violences à dimension politique, les civils qui en viennent aux mains semblent se considérer comme auxiliaires ou renforts du pouvoir et des forces de l'ordre. Cette vision semble partagée par les policiers qui, quand ils arrivent sur les lieux d'une altercation de cet ordre, ne s'en prennent pas aux assaillants, mais prennent leur relais. En 2009, alors que plusieurs civils armés de bâton tabassent un manifestant anti-FMI à terre, des policiers arrivent sur les lieux et battent à leur tour le manifestant ; les civils se dispersent lentement, sans que les policiers ne les inquiètent. Ce type de scénario se produit à plusieurs reprises. Les vidéos amateurs qui circulent sur internet sur les manifestations de Gezi laissent également entrevoir des rapports de bonne intelligence entre civils et policiers, peut-être liés à une connivence politique : à la différence de la police de proximité en effet, les unités anti-émeutes (*çevik kuvvet*) mobilisées dans la répression des manifestations ne sont pas territorialisées, ce qui limite les possibilités d'interconnaissance. Mais les officiels de proximité, potentiellement inscrits dans des liens d'interconnaissance, ne s'opposent pas plus à ces violences politiques. Un maire élu (*muhtar*) d'un sous-quartier de Tophane prend ainsi la défense des « jeunes » qui, durant Gezi, défendent le quartier contre les « hordes de dégénérés<sup>23</sup> ». Ainsi, la lutte commune contre certaines formes d'opposition politique induit une tolérance de fait par les autorités de ces formes de violence pourtant illégales. Concernant la répression des opposants, des formes de coordination ne sont pas à exclure.

S'affirme à Tophane, notamment dans les milieux impliqués dans le maintien civil de l'ordre, un soutien à l'AKP, notamment à son leader. Le directeur de *Tophanehaber* est membre de l'AKP et a candidaté à un siège de conseiller municipal en 2014. Durant les protestations de Gezi, un habitant, âgé de 75 ans et qui affirme connaître personnellement Tayyip Erdoğan, déclare à un journaliste :

De la même manière que nous croyons en Allah, nous croyons en cette cause [AKP].  
Nous avons du mal à nous retenir ici. Nous avons du mal à retenir les jeunes. Que Tayyip

---

23 Entretien, Istanbul, 30 mai 2014.

[Erdoğan] dise 'sortez' et nous allons disperser Taksim. Nous sommes ses vassaux. Tayyip est notre 'Commandeur des Croyants'. Quoi qu'il dise, nous le ferons (Koç, 2013).

Au soir du scrutin législatif de novembre 2015, qui a marqué une victoire de l'AKP, des groupes de jeunes ont sillonné le quartier aux cris de « Allahou Akbar, Recep Tayyip Erdoğan », tout en tirant en l'air avec des armes à feu<sup>24</sup>. Après la tentative de coup d'État, de nombreux habitants de Tophane sortent dans la rue à l'appel du président, et s'en vantent sur les réseaux sociaux.

Plusieurs rumeurs difficiles à vérifier construisent et se targuent de liens privilégiés entre Tophane et Erdoğan : c'est par l'intermédiaire du commerçant de Tophane auprès duquel il travaillait – l'un des fondateurs de la communauté religieuse – qu'Erdoğan aurait fait la connaissance du leader historique de l'islam politique turc, Erbakan<sup>25</sup> (Koç, 2013). En 1997, alors qu'il était maire d'Istanbul et recherché suite au mémorandum de l'armée, Erdoğan se serait caché à Tophane. En outre, son épouse est originaire de Siirt, comme une grande partie des habitants du quartier. Ce lien à Tophane est mis en actes par Erdoğan lui-même ; lors de l'inauguration d'une exposition à Tophane-i Amire, il a dérogé à son agenda pour boire un thé inopiné dans le club de football. Dans cette confiance des acteurs vigilants, intervient sans doute la conviction d'une connivence avec le pouvoir, et le sentiment de bénéficier d'un soutien au plus haut niveau.

## **Le maintien de l'ordre : entre évitement relatif toléré et délégation**

Concernant la lutte contre les délits et notamment les stupéfiants, les relations sont plus complexes. Les acteurs du maintien de l'ordre de Tophane revendiquent une autonomie et une forme d'évitement des forces de l'ordre. Ainsi, le directeur du site *Tophanehaber* déclare préférer ne pas alerter la police pour les questions d'ordre public, pour deux raisons : la première est une logique d'évitement d'une « double peine » : « si c'est quelqu'un du quartier, nous préférons qu'il ne soit pas battu par la police en plus » (Kazancı, 2015). La seconde raison est que la contrepartie serait la présence « d'indics », considérée comme problématique. Pour les années 1970, le repentis mentionné plus haut revendique également avec fierté l'absence d'indics à Tophane :

Pour nous, la pire chose au monde, c'était les indics (...). Même si quelqu'un consommait de l'héroïne, même s'il en vendait, nous ne faisons pas les indics. (...) Ceux que nous avons battus ou tabassés jusqu'à aujourd'hui ne sont pas enregistrés dans les fichiers de police. Nous n'avons pas porté plainte, et eux non plus (Kazancı, 2015).

24 Témoignage, enseignant né en 1964, habitant le quartier depuis 2012 ; 8 mars 2016.

25 Premier ministre (1996-1997), décédé en 2011, N. Erbakan est aujourd'hui encore figure tutélaire de l'islam politique turc.



Pourtant, cet évitement n'est pas total ; en outre, il ne s'exprime pas en termes d'opposition aux forces de l'ordre. Cela distingue nettement les vigilants à Tophane des groupes de gauche en lutte contre la drogue dans d'autres quartiers, qui accusent la police de soutenir le commerce de stupéfiants pour faire déguerpir les habitants pauvres (Erdoğan, 2013), et envers lesquels la police adopte des comportements nettement plus intrusifs et répressifs (Yonucu, 2018). Pour Tophane, l'idée d'une répartition des rôles semble plus pertinente - les acteurs locaux assurant le maintien de l'ordre jusqu'à un certain point. Un civil actif dans la lutte contre les stupéfiants déclare remettre les trafiquants à la police dans certaines situations (Kazancı, 2015). Certains affirment une coordination plus assumée. L'un des jeunes hommes actifs dans le maintien de l'ordre exprime ces relations en ces termes : « dans le cas où nous attrapons un voleur, la police nous demande de le mettre dans l'état qui précède juste la mort et de leur livrer ensuite » (Başaran : 2015d). On peut donc supposer une large tolérance par les forces de l'ordre de ces pratiques civiles de maintien de l'ordre, pouvant aller jusqu'à une coopération. Il reste très difficile de cerner les limites de cette dernière.

Cette tolérance relative prend sens dans le contexte de la mobilisation de civils par les autorités dans le maintien de l'ordre ces dernières années. La mairie métropolitaine d'Istanbul a mis en place en 2015 une campagne intitulée « main dans la main avec l'État contre la drogue », enjoignant les citoyens à participer à la lutte contre les stupéfiants. La mobilisation de civils - notamment pour collecter des informations - permettrait de mieux assurer l'ordre. Certains observateurs interprètent ces formes de délégation du maintien de l'ordre comme une technique néo-libérale de gouvernement ayant pour but d'accroître l'efficacité de la police tout en diminuant ses coûts (Pratten, Sen, 2007 ; Berksoy, 2007), soit une forme de décharge (Hibou, 1999).

Mais cet appel des pouvoirs publics à la responsabilisation de civils dans le maintien de l'ordre ne se limite pas à la lutte contre la drogue, même si celle-ci fait l'objet de dispositifs spécifiques. Elle est plus généralement appelée de ses vœux par Tayyip Erdoğan, comme le montre son discours du 26 novembre 2014 devant l'Assemblée des commerçants et artisans :

Chez nous, les termes 'petit commerçant' (*esnaf*) et 'artisan' (*zanatkâr*) ne signifient pas seulement des personnes qui pratiquent une activité purement économique et font du commerce (...). Dans notre civilisation, dans notre esprit national et civilisationnel, les petits commerçants et artisans peuvent être des militaires, des hussards (*alperen*) si nécessaire, si nécessaire ce sont des martyrs qui défendent la patrie, des combattants [de la foi], des héros. Quand c'est nécessaire, ils deviennent des policiers qui installent l'ordre public ; quand c'est nécessaire, ils deviennent des arbitres et des juges qui assurent la justice ; quand c'est nécessaire, ils deviennent aussi des frères affectueux.

Vous ne pouvez pas passer votre chemin en disant simplement 'conducteur de taxi, chauffeur'. Car il est le gardien du quartier, le grand frère, le responsable du quartier. Vous ne pouvez pas passer votre chemin en disant épiciers, boucher, primeur, tailleur. Ce sont eux qui incarnent le véritable esprit du quartier. Ils sont la conscience de notre rue, de notre quartier.





L'idée de quartier comme cadre du contrôle social par le bas apparaît ici encore, mais cette fois dans les propos du chef de l'Etat. De même, en séance de la commission d'enquête sur les violences faites aux femmes, la députée AKP İsmet Uçma fait une proposition visant à officialiser le rôle des habitants dans le maintien de l'ordre au niveau du quartier :

en cas d'urgence (...), on peut développer quelque chose qu'on pourrait appeler l'honneur du quartier, et si dans ce quartier quelque chose est fait contre quelqu'un, chacun se l'approprie et neutralise véritablement l'auteur (Erdem : 2015).

Cette proposition a suscité de nombreuses réactions au nom de l'idée que seul l'État devait mener la lutte contre la criminalité. Cependant, ces discours montrent que différentes autorités envisagent, voire encouragent des formes de coopération avec des civils pour le maintien de l'ordre et, *a fortiori*, les légitiment.

### **Le maintien d'un ordre moral : la négociation de la tolérance**

C'est sans doute concernant le maintien de l'ordre moral et, en particulier, la sanction de comportements qui ne sont pas légalement interdits que les relations entre maintien de l'ordre officiel et civil sont les plus complexes. Les entrepreneurs moraux de Tophane critiquent les acteurs publics qui dérogent à cet ordre – telle la mairie d'arrondissement, pourtant elle aussi de l'AKP, mais souvent prise à parti pour sa permissivité dans l'octroi de licences de distribution d'alcool ou de permis de construire nourrissant la gentrification. Certains habitants invoquent le fait que la police ne s'occupe pas des comportements « immoraux » pour revendiquer une forme de complémentarité et légitimer leur intervention dans le maintien de l'ordre moral. Bien que n'ayant pas de fondement légal, l'ordre moral que les entrepreneurs moraux de Tophane tentent de mettre en place ne peut pas, pour autant, être qualifié de parallèle, dans la mesure où de nombreux acteurs officiels appellent de leurs vœux une moralisation des comportements. De fait, certains acteurs publics tolèrent cette imposition. La police ne semble pas faire obstacle aux pratiques de maintien d'un ordre moral. Les nombreuses affiches prohibant la consommation d'alcool près de la mosquée n'ont jamais été enlevées par les pouvoirs publics – c'est la mise en chantier du parc qui aura raison d'elles. D'autres acteurs officiels participent de la mise en place de cet ordre moral. Ainsi, un chef de quartier élu (*muhtar*) inspectant un appart'hôtel aurait constaté la présence d'affiches dans les chambres enjoignant à fermer les rideaux ; estimant que cela n'est pas suffisant, il déclare demander à faire installer des vitres opaques (Erdem, 2015) ; contribuant à l'imposition de normes morales non officielles.

La question se pose différemment en cas de recours à la violence, soit à des pratiques violant la loi. De nombreux observateurs ont supposé une certaine tolérance, voire complaisance de la police – largement considérée comme peu présente à Tophane –, mais aussi de la justice. Concernant les attaques contre les galeries, victimes et témoins dénoncent le fait que les policiers seraient arrivés tard

sur les lieux, malgré la proximité du commissariat. En outre, en 2010, certains participants au vernissage auraient continué à être tabassés en présence de policiers (Erdem, 2015). Suite aux plaintes déposées, sept individus ont été mis en garde à vue et entendus par la police, avant d'être libérés. La police n'est pas parvenue à identifier les assaillants.

Cette relative impunité rencontre pourtant certaines limites. D'une part, si connivence avec la police il y a, elle est taboue et soigneusement dissimulée. Un habitant qui avait été pris en photo et filmé à côté d'un policier lors des violences de 2015 a obligé l'auteur à effacer ces traces (Başaran : 2015d). D'autre part, cette connivence semble circonscrite territorialement. En 2014, durant une nuit de Ramadan, des jeunes hommes de Tophane agressant des personnes buvant de l'alcool dans un parc voisin sont arrêtés par la police ; l'un des assaillants, épiciier à Tophane, appelle un avocat de sa connaissance et lui avoue son étonnement, étant donné qu'il dit connaître le directeur local de la police, qu'il estime être « des nôtres<sup>26</sup> ». Cet étonnement laisse soupçonner une interconnaissance avec la police locale ; ainsi qu'un sentiment d'impunité ou d'autorisation à exercer ce type de violence, au moins dans le quartier. Cet épisode montre aussi que la tolérance fait l'objet de (re)négociations.

Ces soupçons de complaisance concernent aussi la justice. Certains interprètent le procès des violences de 2010 – y compris la désignation du juge et du procureur en charge du dossier – comme un signe d'impunité, et estiment que les autorités ont soutenu les violences<sup>27</sup>. L'un des avocats de l'accusation estime que le jugement a été entaché de nombreuses irrégularités, en particulier en raison du refus de sa demande de visionnage d'enregistrements vidéo durant l'audience. Le tribunal conclut à l'acquittement, en l'absence de preuves ; depuis, le dossier attend en appel.

Sont également mises en place des formes infra-judiciaires de règlement des conflits. Les violences contre les inaugurations de 2014 et de 2015 ne se sont pas soldées par des arrestations ni par des suites judiciaires, mais par des médiations. En 2014, les victimes ont déposé plainte contre les individus identifiables sur les enregistrements de vidéosurveillance. Dans le commissariat, elles ont signé un protocole de médiation avec les « anciens du quartier », à condition que ces derniers s'excusent ; en contrepartie, les traces des violences (photographies, vidéo) ont été détruites. En 2015, c'est de nouveau par une médiation que l'attaque est soldée, mais sans même passer par le commissariat. Le directeur de la galerie tente de parler avec les assaillants et fait venir les « anciens du quartier » pour entamer une médiation. Ceux-ci ont exigé des excuses de l'homme ayant pris la défense du couple (Başaran, 2015c). L'imposition de cet ordre moral s'accompagne donc de pratiques infra-judiciaires de règlement des conflits qu'on ne peut qualifier de parallèles, dans la mesure où elles sont tolérées par, et parfois articulées à, des acteurs officiels.

---

<sup>26</sup> Témoignage d'un avocat ayant vécu à Tophane jusqu'en 2013 auquel a eu recours l'épiciier, 12/02/2016.

<sup>27</sup> Entretien avec une femme née en 1973, travaillant dans un lieu culturel de Tophane et connaissant l'avocat de l'accusation. Voir aussi Başaran (2015c).

## Conclusion

Ces pratiques mettent en évidence l'existence en Turquie de formes relativement structurées de maintien de l'ordre par des civils qui ne se réduisent pas à la violence politique. Le terme de configuration vigilante permet de saisir des formes de maintien de l'ordre par des civils relativement structurées, sans sacrifier à leur diversité, leur fluidité et leur caractère diffus. Des violences, apparues de manière relativement ponctuelle et faiblement organisée, se sont reproduites, en partie sous d'autres formes, générant des compétences, des précédents et des attentes. Inscrites dans la durée, ces pratiques apparaissent en constante évolution : les cibles varient – comportements inconvenants, criminalité, opposants politiques variés ; les armes et les pratiques ne sont pas toujours les mêmes. Les acteurs sont probablement en partie les mêmes d'un épisode à l'autre – mais en partie seulement. Mais ce qui donne la cohérence à cette configuration est un discours, les imaginaires et les modèles de rôle qu'il charrie, ainsi que la légitimité qu'il construit.

Conceptualiser ces pratiques en termes de vigilantisme permet de les « banaliser » en les rendant comparables avec des phénomènes similaires ailleurs, et de faire saillir des spécificités stimulantes. Ainsi, alors que le vigilantisme se caractérise par son caractère éphémère (Favarel-Garrigues, Gayer, 2016), la multiplicité et la fluidité des pratiques civiles de maintien de l'ordre à Tophane contribuent sans doute à leur durabilité. Par ailleurs, alors que la littérature sur le vigilantisme établit un lien étroit entre diffusion des pratiques vigilantes et moment néolibéral contemporain, l'analyse des pratiques de maintien de l'ordre par des civils en Turquie suggère des historicités plus complexes et plus anciennes, réactivées dans un moment de globalisation.

En outre, sur un plan régional, les formes de maintien de l'ordre par des civils observables à Tophane se distinguent d'autres contextes moyen-orientaux, où l'existence d'indics fait partie de l'ordinaire social, au risque de toujours croire que ces mobilisations sont provoquées par le haut. Elles permettent de poser l'hypothèse qu'elles puissent être spontanées et ancrées dans le local. Ainsi, les croisades morales portées par le pouvoir et largement médiatisées comme telles ne sont pas seulement imposées par le haut, mais s'appuient également sur des entrepreneurs de morale locaux largement autonomes. Ce qui leur vaut d'être tolérées, voire discrètement encouragées, est la proximité politique avec les acteurs du pouvoir – à la différence d'autres formes de maintien civil de l'ordre qui relèvent d'orientations politiques très différentes, observables dans d'autres quartiers.

## Références bibliographiques

- ADANALI Yaşar, 2010, « Tophane 2010 », *Birgün*, 4 octobre.  
 ASLAN Şükrü, 2004, *1 Mayıs Mahallesi*, İstanbul, İletişim.  
 AYDIN Şakir, 2009, « Tophane'de 'sopalar' her daim hazır », *Milliyet*, 8 octobre.

- BAŞARAN Pelin, 2015a, « Türkiye’de ‘Toplumsal Hassasiyetler’ ve Tophane Vakası », *T24*, 27 mai.
- , 2015b, « Tophane halkı neyi istemiyor ? » *T24*, 28 mai.
- , 2015c, « Tophaneliler alanı koruyamadılar, namı korumaya çalışıyorlar », *T24*, 29 mai.
- , 2015d, « ‘Tophaneli kendi adaletini kendi uyguluyor », *T24*, 30 mai.
- , 2015e, « ‘Tophane hızla dönüşüyor’ », *T24*, 1 juin.
- , 2015f, « Tophane saldırısı davasının seyri ve diyalog imkânı », *T24*, 2 juin.
- BECKER Howard, 1985, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- BEHAR Cem, 2003, *A Neighborhood in Ottoman Istanbul. Fruit Vendors and Civil Servants in the Kasap İlyas Mahalle*, Albany, State University of New York Press.
- BERKSOY Biriz, 2007, « Neo-liberalizm ve toplumsalın yeniden kurgulanması : 1980 sonrası Batı’da ve Türkiye’de polis teşkilatları ve geçirdikleri yapısal dönüşüm », *Toplum ve Bilim* 109, p. 35-65.
- BORA Tanıl, 2008, *Türkiye’nin Linç Rejimi*, İstanbul, İletişim.
- BOZARSLAN Hamit, 1999, « Le phénomène milicien : une composante de la violence politique en Turquie des années 70 », *Turcica* 31, p. 185-244.
- CHAMBOREDON Jean-Claude et LEMAIRE Madeleine, 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de Sociologie* 11(1), p. 3-33.
- COMAROFF John et COMAROFF Jean, 2004, « Policing Culture, Cultural Policing : Law and Social Order in Postcolonial South Africa », *Law and Social Inquiry* 29(3), p. 513-545.
- DEDE Fahreddin, 2010, « Ahlaksız oyun’dan tahrik dolu mesajlar », *Vakit*, 2 février.
- DENOEUX Guilain, 1993, *Urban Unrest in the Middle East. A Comparative Study of Informal Networks in Egypt, Iran, and Lebanon*, New York, State University of New York Press.
- ERDEM Umut, 2015, « Butona karşı ‘mahallenin namusu’ », *Hürriyet*, 29 janvier.
- ERDOĞAN Yıldız, 2013, *Kendi sesinden Gülsuyu – Gülsusu*, Ankara, Nota bene.
- ERGUT Ferdan, 2004, *Modern Devlet ve Polis*, İstanbul, İletişim.
- FAUSER Jörg, 1984, *Rohstoff*, Frankfurt am Main, Ullstein.
- FAVAREL-GARRIGUES Gilles et GAYER Laurent, 2016, « Violer la loi pour maintenir l’ordre. Le vigilantisme en débats », *Politix* 115, p. 7-33.
- FLICHE Benoit, 2010, « Écraser le serpent ? Violences privées et violences politiques dans l’espace rural turc », *Études rurales* 186, p. 197-208.
- GOURISSE Benjamin, 2014, *La violence politique en Turquie. L’État en jeu (1975-1980)*, Paris, Karthala.
- GÜNGÖR Jülide, 2015, « Tophane’de mahalle-sanat ilişkisi », *Zaman*, 27 avril.
- HAENNI Patrick, 2005, *L’ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Paris, Karthala.



- HIBOU Béatrice, 1999, « La 'décharge', nouvel interventionnisme », *Politique Africaine* 73, p. 6-15.
- HÜR Ayşe, 2010, « Tophane Kabadayısı, Beyoğlu Beyefendisi », *Taraf*, 26 septembre.
- JOHNSON Michael, 2001, *All Honourable Men. The Social Origins of War in Lebanon*, Londres-New York, I.B. Tauris.
- KADIOĞLU-POLAT Defne, 2016, 'There is nothing quite like Tophane'. *A case study of gentrification in Istanbul*, Istanbul, IPC.
- KARACA Banu, 2011, « When Duty Calls... : Questions of Sensitivity and Responsibility in Light of the Tophane Events », *RedThread* n° 3, en ligne : [<http://www.red-thread.org/en/article.asp?a=49>].
- KAZANCI Murat, 2015, « Tophane : Satıcıya şiddet, kullanıcıya şefkat », *Cumhuriyet*, 13 avril.
- KOÇ Volkan, 2013, « 'Geceleri olay çıkmasın diye nöbetteyiz ; Tayyip çıkın derse Taksim'i dağıtırız !' », *T24*, 8 juillet.
- LEVY-AKSU Noémi, 2013, *Ordre et désordres dans l'Istanbul ottomane (1879-1909)*, Paris, Karthala.
- ÖĞÜN Süleyman Seyfi, 2014, « Tophâne'de neler oluyor? », *Yeni Şafak*, 16 octobre.
- PRATTEN David et SEN Atreyee, 2007, *Global Vigilantes*, Londres, Hurst.
- TAMDOGAN-ABEL Işık, 2004, « Les relations de voisinage d'après les livres de morale ottomans (xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles) », *Anatolia Moderna* n° X, p. 167-177.
- TAPAN Berivan, 2010 « Tophane'de Sanat Galerilerine Saldırı Kınanacak », *Bianet*, 22 septembre, en ligne : [<https://m.bianet.org/biamag/kultur/124946-topthane-de-sanat-galerilerine-saldiri-kinanacak>].
- TISSOT Sylvie, 2011, *De bons voisins : enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'agir.
- WEBER Max, 1982 [1913/14-1921], *La ville*, Paris, Aubier Montaigne.
- YILMAZ İhsan, 2010, « Tiyatro mühürlendi, oyuncular koruma istedi », *Hürriyet*, 10 février.
- YONUCU Deniz, 2018, « Urban Vigilantism : A Study of Anti-Terror Law, Politics, and Policing in Istanbul », *International Journal of Urban and Regional Research*, DOI :10.1111/1468-2427.12611.